

Les principaux freins aux évolutions dans le secteur de la construction sont les suivants :

- nature particulièrement fragmentée du tissu d'entreprises du secteur de la construction ;
- difficultés du transfert de la recherche vers la mise sur le marché des innovations associées ;
- multiples réticences socioculturelles : assimilation des matériaux de déconstruction à des déchets (malgré l'élaboration dont ils ont fait l'objet), qualification et formation insuffisantes du personnel.

Les incitations les plus prometteuses pour favoriser le recyclage du béton sont les suivantes :

- promouvoir le recyclage par des incitations publiques adaptées (favoriser le tri sélectif des déchets de déconstruction, sortir les granulats recyclés du statut de déchets, favoriser l'incorporation des granulats recyclés dans les commandes des marchés publics en fonction de l'offre locale en granulats recyclés...) ;
- favoriser l'acceptabilité des matériaux alternatifs par des spécifications techniques adaptées ou par des guides homologués encadrant leur acceptabilité environnementale ;
- prendre davantage en compte le recyclage dans les labels de certifications volontaires.

■ 1.5.2. Incitations publiques

L'enjeu de l'économie vers un modèle plus circulaire du secteur de la construction repose notamment sur :

- la feuille de route « 50 mesures pour une économie 100% circulaire (FREC) » du Premier Ministre présentée en avril 2018 ;
- le contenu des plans d'action « qualité de l'air » proposés par le ministre de la Transition écologique et solidaire déployés également en avril 2018.

Mesures concernant directement la filière de la construction

- augmenter le « bon tri » des matériaux de déconstruction en vue de leur recyclage (FREC, mesure n° 33) ;
- reprendre le « diagnostic déchets avant démolition » (FREC, mesure n° 34) ;
- développer d'ici 2020 des guides techniques permettant la reconnaissance des performances des matériaux réutilisés ou réemployés (FREC, mesure n° 35). Le présent document fait partie de cette catégorie ;
- adapter la réglementation relative aux déchets pour favoriser l'économie circulaire (mesure n° 36) ;
- faciliter la sortie du statut de déchet (FREC, mesure n° 37) ».